

Célestin Bineau – 27 ans, Projet de mémoire en M2 Etudes Environnementales au sein de l'épicerie coopérative La Caravane (2024-2025)

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

## **Projet de Mémoire : Expérimenter la démocratie alimentaire : ethnographie du Supermarché Coopératif "La Caravane" à Montreuil**

### **Introduction**

Mon projet de mémoire en M1 Anthropologie à Nanterre, qui portait sur une association nationale de cuisinier.e.s cherchant à améliorer les conditions de travail en restauration, est tombé à l'eau en mai dernier car cette association rencontrait de grandes difficultés en interne. La seule salariée de l'association a ainsi vu son poste supprimé en juin dernier, et à la suite de longs échanges nous avons conclu que ma recherche n'était pas forcément la bienvenue dans ce contexte. J'ai donc dû envisager un nouveau sujet et terrain de recherche. Après avoir candidaté à l'EHESS pour le Master 2 Savoirs en société, parcours Etudes environnementales, j'ai longuement réfléchi à la direction que je voulais prendre pour mon nouveau sujet de mémoire, devant être réaliste compte tenu du temps restreint d'un an (voire deux) dont je dispose. Je souhaite continuer de travailler sur les enjeux écologiques et socio-économiques liés à la transformation de notre système alimentaire. Une problématique qui revient en fil rouge ces dernières années au sein des collectifs dans lesquels je me suis impliqué et entreprises dans lesquelles j'ai travaillé est celle des inégalités d'accès à l'alimentation dite « durable ». Je présenterai ici dans un premier temps mon parcours, et certaines de mes expériences militantes et professionnelles qui me semblent significatives pour mon sujet. J'introduirai aussi les auteur.trices et courants de recherche qui me servent d'ancrage théorique. Dans un deuxième temps, je présenterai l'épicerie coopérative « La Caravane », que j'ai choisi comme terrain de recherche et dans laquelle je suis désormais adhérent. Je présenterai enfin mes premiers axes de recherche et premières pistes méthodologiques.

### **Parcours personnel et choix du sujet**

Je tiens d'abord à présenter en quelques mots mon milieu social d'origine. Je suis né à Angers, en 1996, dans l'ouest de la France. J'ai grandi dans une famille faisant partie de la classe moyenne, dans un cadre paisible – un quartier résidentiel proche des bords de Loire - avec mes parents, une grande sœur et un petit frère. Ma mère est enseignante dans un collège et mon père en reconversion professionnelle, après avoir été responsable pédagogique pendant 20 ans dans un organisme de formation dans le secteur du médico-social. Ils sont arrivés ensemble à Angers quelques années avant ma naissance, mais sont tous les deux originaires des Mauges, un coin de campagne situé entre Nantes, Cholet et Angers, où ils ont grandi dans des familles nombreuses. J'ai eu une enfance et une adolescence baignées dans le sport. La politisation de ma sœur, qui est entrée en politique par l'écologie, et de façon assez radicale, m'a ouvert les yeux sur d'autres sens possibles du mot « collectif », d'autres réalités sociales, d'autres manières de voir le monde ; tandis que mes parents nous avaient éduqué dans des valeurs de gauche, plutôt anticonsuméristes, anticléricales, mais dans un rapport assez distant à la politique. J'ai petit à petit pris de la distance vis-à-vis de l'univers sportif auquel mes parents et mon frère restent très connectés. Je garde néanmoins de bonnes relations avec eux et on a la chance de se retrouver souvent.

Côté études, j'ai bien vécu ma scolarité. Je suis plutôt sociable, et j'ai trouvé de l'intérêt à l'école, ayant de bons résultats. Après mon bac ES, que j'ai obtenu en 2014, j'ai suivi une

Célestin Bineau – 27 ans, Projet de mémoire en M2 Etudes Environnementales au sein de l'épicerie coopérative La Caravane (2024-2025)

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

première formation à l'université, en information et communication – je souhaitais à l'époque devenir journaliste « engagé », travailler pour Mediapart ou un autre média critique. Je n'ai pas aimé cette première expérience de la fac, mais je suis allé au bout de la licence, et j'ai pratiqué le journalisme dans différents cadres : en tant que correspondant local dans une commune proche de celle de mes parents pour le Courrier de l'ouest ; en tant que bénévole dans une web radio à Lyon (le Lyon Bondy Blog, qui faisait l'actualité des quartiers populaires de Lyon) ; puis en écrivant des articles comme pigiste lorsque je suis parti en Colombie et au Pérou en 2018-2019 pour un voyage d'un an. Ce voyage, qui m'a permis de découvrir d'autres manières d'habiter et de défendre son territoire, ainsi que le service civique que j'avais fait avant de partir, dans une association d'éducation populaire dans les Hautes Alpes, m'ont donné envie de reprendre des études en anthropologie. C'est ce que j'ai fait en 2020, en reprenant l'université depuis la première année de licence, à Nanterre, où j'ai passé mes quatre dernières années. J'y ai rencontré celle avec qui je partage mon quotidien depuis 4 ans, Vitoria, qui étudie aussi à l'EHESS désormais, en études de genre. Elle est brésilienne, et vit depuis 6 ans en France. Je suis parti deux fois avec elle pour rencontrer sa famille qui vit dans le sud du Brésil. Nous habitons ensemble à Montreuil depuis deux ans maintenant, après avoir vécu un an et demi à Cergy. Nous avons nourri ensemble une passion commune sur les questions liées à l'alimentation : entre pratique assidue de la cuisine, participation à une cantine solidaire et à un collectif qui enquête sur les différentes tactiques possibles de « reprises de terres », aussi par des lectures, des films, des livres de recettes...

Je fais partie actuellement de deux collectifs, dans lesquels je me suis impliqué au cours des trois dernières années : la Brigade de solidarité populaire de Montreuil Bagnolet, où je participais jusqu'à septembre à des cantines solidaires qui avaient lieu tous les mardis matin à l'AERI (rue Etienne Marcel à Montreuil). Nous y cuisinions chaque semaine une cinquantaine de repas, pour les habitant.e.s du quartier. Nous avons choisi de mettre la priorité sur l'accessibilité économique de nos cantines : les repas étaient concoctés à partir de récupérations de légumes du Marché international de Rungis (auprès de grossistes vendant seulement du bio quand c'était possible, et/ou des produits issus de l'agriculture conventionnelle quand ça ne l'était pas) et servis à prix libre. Ils visaient moins à « (se) nourrir stricto sensu » qu'à rassembler des gens issus d'horizons sociaux différents, en particulier à des personnes en situation de précarité, de venir partager un repas complet et un moment convivial, de trouver un lieu de rencontre et d'organisation dans la période difficile de la crise sanitaire, et faire que ce moment se prolonge ailleurs pour s'organiser matériellement et politiquement face aux difficultés de la vie quotidienne. Les produits que nous cuisinions provenaient essentiellement de Rungis donc, où nous allions avec d'autres collectifs faire des récupérations de fruits et légumes abîmés mais encore consommables. Il y a deux ans, insatisfait.e.s par cette unique source d'approvisionnement, qui nous faisait dépendre de modes de production et de chaînes de transport anachroniques, nous nous sommes rapprochés d'une maraîchère, et de son associé, installés en maraîchage bio à Tournan-en-Brie (Seine et Marne), et qui étaient sensibles à notre démarche. Plusieurs réunions plus tard, et grâce à quelques fonds levés par des repas de soutien, la BSP et 4 autres cantines de l'Est parisien - rassemblées dans « l'intercollectif champêtre » - avons commencé à cultiver une parcelle de 1000 m<sup>2</sup> sur leur terrain, qu'ils nous mettent à disposition gratuitement, en échange du travail fourni collectivement. Nous nous y retrouvons 6 à 7 fois par an depuis 2 ans, et avons déjà récolté pas mal de courges, de pommes de terre et d'oignons que nous transformons ensuite dans nos cantines. Le format hebdomadaire de la cantine de la BSP n'existe malheureusement plus aujourd'hui, le collectif ayant réorganisé ses

Célestin Bineau – 27 ans, Projet de mémoire en M2 Etudes Environnementales au sein de l'épicerie coopérative La Caravane (2024-2025)

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

priorités et se concentrant davantage sur la défense du logement et sur l'accueil des personnes exilé.e.s à Montreuil. Les légumes servent tout de même aux autres cantines de l'intercollectif et lors d'événements ponctuels où nous remettons sur pied la cantine de la BSP.

Je suis aussi impliqué depuis deux ans dans le collectif d'enquêtes « Reprise de terres », dans lequel j'ai participé à l'organisation de différentes rencontres et publications. J'ai ainsi pu coorganiser un atelier entre différentes cantines de lutte de l'ouest de la France et de région francilienne, et des membres de l'Atelier paysan, lors des rencontres « Reprise de terres » qui ont eu lieu à Notre-Dame des Landes en août 2021. La réflexion portait sur les articulations possibles entre le projet national à portée institutionnelle de sécurité sociale de l'alimentation, et des initiatives autonomes et urbaines d'auto-organisation de la subsistance alimentaire basées à Rennes, Angers, Caen et Montreuil. Ces discussions et ces expérimentations sociales autour de la production de nos moyens de subsistance en ville se poursuivent, et j'en fais mention ici car elles nourrissent mon projet de recherche.

Depuis le restaurant (cuisine de La marbrerie, salle de concert à Montreuil) et le supermarché alimentaire « alternatif » (Miyam, à Croix de chavaux à Montreuil) dans lesquels j'ai travaillé ces deux dernières années pour payer mes études, j'ai toujours vu la dimension de l'accessibilité des prix passer au second plan derrière l'impératif de viabilité économique de l'entreprise. Chez Miyam, le supermarché où je travaille actuellement, qui commercialise des produits frais en circuit court (en bio mais aussi en agriculture paysanne non labellisée) la politique de prix vise à avoir un impact du côté de l'amont : c'est-à-dire à valoriser le travail paysan, à se solidariser avec des exploitations agricoles en situation de fragilité, ce qui passe notamment par l'acceptation des prix de vente proposés par les producteurs.trices au regard de leur situation économique, sans les négocier. Cet objectif et cette pratique, si ils œuvrent à construire des relations de coopération plus saines et plus solidaires entre producteurs.trices et commerçant.e.s, excluent par là-même un grand nombre de personnes qui n'ont pas les revenus suffisants pour participer économiquement à cette revalorisation du travail agricole et à cette relocalisation du système alimentaire (qui passent inévitablement par des hausses des coûts de production et donc des hausses de prix). Nous voyons ainsi apparaître la tension économique propre à toute initiative qui, en contexte capitaliste, cherche à conjuguer soutien à la petite paysannerie portant un engagement environnemental dans ses pratiques (et qui doit donc souvent vendre plus cher que l'agriculteur.trice en conventionnel), et soutien aux mangeur.ses, y compris les plus précaires : comment ne pas faire un choix au détriment de l'autre ?

Le constat de l'absence des classes populaires dans les dispositifs participatifs d'alimentation durable (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - AMAP, groupements d'achat et formes dérivées, épicerie coopératives, etc.) a fait l'objet de nombreux travaux en sociologie (dont LAMINE, 2008 ; MUNDLER, 2013 ; DOUILLET, 2016 ; CHIFFOLEAU & al 2023). La coopérative de l'Atelier paysan, dans « Reprendre la terre aux machines », paru en 2021, offre une précieuse analyse et autocritique du rôle joué ces trente dernières années par l'agriculture paysanne alternative, en tant que mouvement politique puissant en milieu rural, mais réduit par la conjoncture économique à n'être qu'une gamme complémentaire adressée principalement aux classes aisées, aboutissant pour l'heure à une mise en échec inachevée du complexe agro-industriel. Celui-ci continue de fonctionner, et se porte même

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

très bien<sup>1</sup>, malgré les nombreuses critiques dont il fait l'objet dans l'opinion publique. La crise sociale et l'inflation actuelle, accentuées par la crise sanitaire, participent même à le renforcer, puisque qu'elles contraignent de plus en plus de ménages dans leurs dépenses alimentaires, et poussent environ 8 millions de personnes à devoir solliciter régulièrement les associations de l'aide alimentaire - qui dépendant directement des dons défiscalisés de la grande distribution. Le complexe agro-industriel continue donc de produire son lot de destructions, de souffrances et de tensions sociales, tant dans le monde agricole, traversé par une crise profonde dont on a pu mesurer l'ampleur lors des sorties des tracteurs en ce début d'année, que dans la société de façon plus large, où beaucoup de gens continuent d'avoir faim, et où ceux qui se démènent pour défendre le droit à l'alimentation par le don « constatent que leur action, loin d'aider à sortir de la pauvreté, consiste surtout à maintenir une paix sociale, en évitant des vols et des émeutes » (BONZI, 2023). Les violences symboliques liées à l'alimentation ne se limitent pas au cadre de l'aide alimentaire, puisque la libéralisation de l'offre a comme effet une différenciation des magasins, des marchés, des épiceries en fonction de la classe (ou des classes) à laquelle s'adresse l'enseigne ; certains goûts et produits, qui correspondent à certains budgets, sont tamponnés de labels distinctifs, tandis que d'autres, moins chers, sont mal notés sur un plan environnemental et nutritionnel. Le fleurissement actuel des enseignes commerciales qui mettent en avant le vocable de la durabilité, de la localité et de l'écologie exercent ainsi leurs propres formes de violence symbolique, tout en cherchant à pointer du doigt les problèmes et les violences produites par le complexe agro-industriel sur les paysan.ne.s, sur les sols, sur le vivant.

La problématique de l'accès à l'alimentation durable pour tou.te.s a fait l'objet de nombreux rapports (par exemple : OSERVATOIRE DES INEGALITES, 2017 ; INSEE, 2020 ; TERRA NOVA, 2021), et d'études menées dans un cadre interdisciplinaire, en particulier au sein de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE). La chercheuse en sciences de gestion Dominique Paturel a largement contribué à donner cette impulsion au sein de l'INRAE. Elle fait partie du collectif Démocratie Alimentaire et du collectif national pour une Sécurité sociale de l'alimentation, et participe à différents projets d'approvisionnement en circuits courts d'associations de l'aide alimentaire<sup>2</sup>. Elle résume bien ce que signifie sur le plan de l'alimentation « l'inégale condition écologique des classes sociales »<sup>3</sup> que le sociologue Jean-Baptiste Comby analyse dans son ouvrage « *Ecolos, mais pas trop* ». Pour elle, « la notion de démocratie alimentaire prend tout son sens face au constat de la tension entre ceux qui cherchent à reprendre la main sur leur alimentation en se préoccupant de ceux qui la produisent [et des milieux écologiques au sein desquels iels produisent], et ceux qui, parce qu'ils n'ont pas les ressources économiques, ont comme

---

<sup>1</sup> Les cinq entreprises qui dominent le marché mondial de l'alimentation ont enregistré une hausse spectaculaire de leurs bénéfices au cours de la période 2021-2023, faisant plus que doubler leurs profits. Voir notamment : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/07/22/aujourd-hui-cinq-entreprises-adm-bunge-cofco-cargill-et-louis-dreyfus-company-dominent-la-quasi-totalite-de-l-approvisionnement-alimentaire-dans-le-monde\\_6255170\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/07/22/aujourd-hui-cinq-entreprises-adm-bunge-cofco-cargill-et-louis-dreyfus-company-dominent-la-quasi-totalite-de-l-approvisionnement-alimentaire-dans-le-monde_6255170_3232.html)

<sup>2</sup>

<sup>3</sup> Jean Baptiste Comby, 2024 « *Ecolos, mais pas trop... Les classes sociales face à l'enjeu environnemental* », Raisons d'agir, 128 p.

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

horizon, l'aide alimentaire (dans un pays comme la France) »<sup>4</sup>. Elle met l'accent sur trois caractéristiques à prendre en compte pour évaluer l'accès à l'alimentation dans ses études, qui lui servent de grille d'analyse et dont j'aimerais me servir également dans le cadre de cette recherche :

« - Une première sur l'accessibilité énoncée dans le droit à l'alimentation : il s'agit à la fois d'un accès économique et physique à la nourriture mais également de produits alimentaires adaptée aux besoins nutritionnels et culturels de la population (notamment en respect des religions).

- Une deuxième sur les conditions du mode de production de l'alimentation ; circuits longs, circuits courts, agriculture paysanne, conventionnelle etc... C'est aussi la question de la durabilité à la fois environnementale et sociale du mode de production qui posera la question des générations futures.

- Une troisième sur les conditions d'accès à l'information et/ou à l'éducation sur ce qu'est un système alimentaire durable : cette caractéristique est rarement évoquée alors qu'elle semble essentielle pour démocratiser les choix alimentaires et introduire des changements tant dans les politiques publiques que les comportements alimentaires. »<sup>5</sup>

L'intérêt que nous voyons à cette définition de l'accès à l'alimentation en trois entrées est qu'elle décentralise la question du prix, à laquelle il se trouve souvent réduite. Or, si le facteur du prix des produits reste non négligeable dans ces processus d'exclusion des classes populaires, il s'avère que des barrières socio-culturelles et des logiques de différenciation sociale sont également à l'œuvre. Douillet (2016) résume que « la consommation est influencée par des marqueurs sociaux ; alors que pour les populations précaires, une consommation standardisée peut permettre de se sentir rattaché à la norme, pour les classes moyennes elle va refléter des volontés de différenciation sociale. [...] Ces « classes moyennes culturelles », définies par un haut niveau d'étude et des rémunérations relativement moindres, sont surreprésentées dans les dispositifs [...] et définissent l'éthique de la consommation, créant des dispositifs centrés sur les problématiques auxquelles elles sont les plus sensibles (environnement, santé...). »

Néanmoins, de nombreuses tentatives et réflexions, qui en sont à des états d'avancement très divers, avec ou sans soutien institutionnel, émergent depuis plusieurs années pour faire du dilemme « soutien à l'agriculture paysanne versus accessibilité » un double critère d'action. Des paniers solidaires mis en place par les AMAP (parfois dans le cadre de programmes subventionnés mis en œuvre par des acteurs de l'aide alimentaire comme dans l'Hérault), le modèle des épiceries sociales, les expérimentations locales de Sécurité sociale de l'alimentation, des collectifs informels organisant des cantines et/ou des distributions de

---

<sup>4</sup> Dominique Paturel, Aurélie Carimentrand. *Un modèle associatif de circuits courts de proximité pour les épiceries sociales et solidaires : vers une démocratie alimentaire ?*. RIODD (Réseau international de Recherche sur les organisations et le développement durable) 2016, Jul 2016, Saint-Étienne, France. 10.3917/ror.131.0043. hal-01349973

<sup>5</sup>

[https://www.civam.org/wp-content/uploads/2020/08/Civam\\_ACCESSIBLE\\_Rapport\\_Action\\_1\\_INRA-Dominique-Paturel.pdf](https://www.civam.org/wp-content/uploads/2020/08/Civam_ACCESSIBLE_Rapport_Action_1_INRA-Dominique-Paturel.pdf)

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

paniers dans leur quartier, ou encore des épiceries coopératives dans lesquelles les adhérent.e.s s'engagent à travailler bénévolement quelques heures par mois afin de réduire les frais de fonctionnement de la boutique, dans l'objectif de diminuer le prix des produits et de favoriser la démocratisation des choix alimentaires. Le nombre et la diversité de ces initiatives montrent que le désir de « reprendre en main son alimentation » ne se traduit pas seulement par des changements de mode de consommation individuels (et nous disons bien, pas seulement), mais aussi par des projets plus ambitieux de refonte ou de réforme du système de distribution de l'alimentation de manière plus large, en mettant plus en avant la nécessité de l'accès pour tou.te.s. Reste à savoir comment, au cas par cas, cette question de l'accessibilité est pensée et mise en œuvre au sein de ces collectifs citoyens.

Comment ces derniers entendent sortir de l'entre soi des classes moyennes et populaires stabilisées, à haut capital culturel (autrement dit, de l'entre soi « bobo ») ? Quel rôle la mise en place de pratiques de démocratie alimentaire peut jouer dans le déplacement de la focale des acteur.ices – militant.e.s, citoyen.ne.s engagé.e.s, élu.e.s, usager.e.s - vers d'autres enjeux que celui de l'écologisation de l'agriculture – à savoir notamment l'enjeu de l'accessibilité économique ? Mais aussi, dans le contexte montreuillois, où sont installé.e.s depuis plusieurs décennies une importante diaspora malienne et nord-africaine, comment se matérialise la prise en compte (ou la non prise en compte) de la diversité des pratiques alimentaires présentes sur le territoire ? Pour tenter de ramasser ces différentes questions en une, comment ces mouvements citoyens, qui cherchent à se réapproprier leur alimentation, tiennent-ils ensemble la nécessité de contribuer aux transformations en cours du modèle agricole et la nécessité de prendre en compte le budget serré, les revendications et les pratiques alimentaires instituées dans les classes populaires ?

### **Terrain de recherche**

J'ai commencé à fréquenter, depuis plusieurs semaines, une épicerie coopérative qui s'appelle La Caravane, située à 500 mètres de chez moi, dans le bas Montreuil. Cette coopérative, un type de structure que je découvre, met en œuvre des outils démocratiques et des principes économiques ingénieux pour baisser les prix des produits alimentaires, et favoriser la participation de tous les membres, que ce soit dans le fonctionnement quotidien de l'épicerie (presque entièrement assuré par les membres bénévoles), le choix des produits qui y sont présents, ou les différents espaces où sont discutés la vie de la coopérative. Inspirée du modèle de la Park Slope Food Coop qui existe à Brooklyn depuis 1973, « La Caravane » fait partie d'un mouvement encore relativement peu connu en France : celui des supermarchés coopératifs (GRASSART, 2023). Le premier qui a ouvert, en 2017, se situe dans le 18<sup>e</sup> arrondissement. Il s'appelle « La Louve » et a été initié par deux américains habitant à Paris, Tom Boothe et Brian Horihan. Les différentes épiceries et supermarchés coopératifs qui ont progressivement vu le jour ces dix dernières années semblent partager cet imaginaire commun relié à l'expérience new yorkaise, que le chercheur en sciences de gestion Alban Ouahab, qui a réalisé sa thèse au sein de La Louve, qualifie de « mythologie commune » entretenue par les fondateurs autour de la Park Slope Food Coop<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Alban Ouahab. *Contester et Consentir : la mise au travail des membres d'une organisation alternative* :

*le cas d'un supermarché coopératif et participatif*. Gestion et management. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2019. Français. NNT : 2019PA01E044.

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

Au sein de La Caravane, au cours de la première réunion à laquelle j'ai assisté, j'ai déjà pu sentir que les visions des membres divergeaient quant à leur souhait de voir La Caravane grossir et devenir une « copie conforme » de la Park Slope, sujet qui méritera notre attention plus tard car la taille de ces supermarchés a évidemment des implications à différents niveaux : autant en matière de financement, d'échelle humaine et donc de conditions de possibilité d'une démocratie directe, que d'organisation du travail et de bureaucratisation de la structure ; enfin cela a une incidence au niveau des prix en mesure d'être pratiqués. La Louve et La Caravane s'inscrivent aussi (davantage par leurs pratiques qu'en le revendiquant comme tel, d'après ce que j'ai pu lire et entendre jusqu'ici) dans la filiation des coopératives de consommateurs du 19<sup>ème</sup> siècle<sup>7</sup>, qui cherchaient à organiser de nouvelles solidarités au sein des classes ouvrières en « supprimant les intermédiaires entre producteurs et consommateurs pour expérimenter un « commerce véridique et social »<sup>8</sup>, de façon à résister à la libéralisation du marché, notamment alimentaire. Cette suppression des intermédiaires n'est pas sans rappeler le modèle amapien, dont plusieurs membres de la Caravane se disent proches selon les premiers échanges que j'ai eu avec certain.e.s. « Mais là où une AMAP ne fournit que des fruits et légumes, parfois un peu de pain, des œufs ou un poulet fermier, le supermarché coopératif permet d'accéder à une plus grande diversité de produits, suffisante pour ne pas avoir à compléter ses courses ailleurs » expliquait l'animateur bénévole de la réunion d'information où je suis allé le 12 septembre dernier. Cette réunion m'a permis de comprendre davantage le fonctionnement économique et démocratique de la coopérative. J'ai également pu observer que les personnes venues pour la réunion d'information, étaient venues plutôt par bouche à oreille, car des proches à elleux « connaissaient La Louve » ou « étaient intéressées par le modèle coopératif », et que plusieurs venaient de s'installer à Montreuil. Je n'ai pas encore de données pour établir les profils sociologiques de la Caravane, mais lors de mes premières rencontres certain.e.s membres m'ont déjà fait part du « nombre important de thésard.e.s parmi eux » et de la forte présence de personnes travaillant dans les domaines de l'art et de la culture. J'ai croisé une seule personne racisée pour le moment, qui est venue à la réunion d'information, « parce qu'elle était passée devant par hasard en rentrant du travail, et qu'en passant la porte, on lui a proposé de rentrer et de participer à la réunion d'information qui avait lieu le soir même. » J'ai vu plus de femmes participer au premier service que j'ai effectué et aux deux réunions, ainsi qu'une proportion assez importante de retraité.e.s. C'est semble-t-il plutôt des trentenaires ou quarantenaires, avec un emploi, qui sont très impliqués.e.s dans la coopérative, ainsi que des personnes retraité.e.s. Ces éléments, très imprécis, ne sont que de premiers aperçus, et cette recherche visera à définir plus précisément la sociologie des membres, par le biais d'entretiens et de questionnaires. Qui vient à la Caravane ? Quels milieux sociaux d'origine, et quelles professions ou classes socio professionnelles, sont les plus représentées ? Quelle proportion parmi les membres de personnes blanches ? Quelle représentation des femmes ? Des minorités de genre ? La composition sociologique de La Caravane est-elle différente si on la regarde depuis les temps de service (soit les créneaux obligatoires de 3h/mois pour tous les membres) ou si on la

---

<sup>7</sup> Pour une histoire des coopératives de consommation voir Charles Gide (1910). *Les Sociétés coopératives de consommation*. 2<sup>e</sup> éd., Paris, Sirey, 293 p.

<sup>8</sup> La formule est de Michel-Marie Derrion, commerçant lyonnais qui fût le créateur d'une des premières coopératives alimentaires, dans le quartier de la Croix-Rousse, entre 1835 et 1837. Ses propos sont rapportés ici par Simon Cottin-Marx et Baptiste Mylondo dans « *Travailler sans patron* », 2024, Gallimard, p.28.

Célestin Bineau – 27 ans, Projet de mémoire en M2 Etudes Environnementales au sein de l'épicerie coopérative La Caravane (2024-2025)

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

regarde depuis les groupes thématiques où s'organisent les réunions, où ça délibère, où on prend des décisions, où ça parle d'argent, de gestion, d'inclusivité, etc. ?

Contrairement aux supermarchés lucratifs, l'objectif de la coopérative n'est pas de faire du profit mais de permettre aux coopérateurs de reprendre la main collectivement sur les circuits de distribution des biens de consommation courante : alimentation, hygiène, ménage. Il s'agit d'en maîtriser les prix afin de les rendre plus accessibles (notamment par la mise en place d'une marge unique de 20 % du prix d'achat sur tous les produits), et de démocratiser les choix alimentaires, grâce à un fonctionnement dans lequel chaque membre participe à la gouvernance. Les membres doivent apporter une unique participation financière lors de leur adhésion, de 10 ou 100 euros en fonction de leurs revenus et sans nécessité de présenter un justificatif de minimas sociaux. Ils participent ensuite aux activités permettant le bon fonctionnement du supermarché en donnant 3 heures de leur temps toutes les 4 semaines. Pendant leur « service » les adhérent.e.s sont ainsi amené.e.s à réaliser des tâches comme la réception des livraisons, la mise en rayon, la tenue de caisse, la pesée des fruits et légumes, le rangement des stocks et de la chambre froide, de l'étiquetage, la gestion des pertes, etc. Cela nécessite un grand travail d'organisation, de formation et transmission au sein des équipes, en partie endossé par le rôle d'un.e coordinateur.trice, et d'outils de diffusion de l'information nombreux. L'organisation de la coopérative nécessite aussi l'implication des membres (sur volontariat cette fois) dans des groupes thématiques qui ont pour mission de gérer les achats, la comptabilité, la communication, l'animation et l'ouverture sur le quartier, le bricolage, les outils informatiques, etc. Il existe également un Conseil d'administration et un bureau des membres, la coopérative ayant encore le statut d'association loi 1901.

Juridiquement, le statut associatif de la Caravane (qui est convenu comme temporaire avant la création d'une coopérative à venir) nécessite que seuls les membres puissent venir faire leurs courses, sous peine de faire l'objet de plaintes de la concurrence pour « concurrence déloyale » puisque le modèle repose sur du travail non rémunéré. Cette relative « fermeture » du groupe *et du lieu* vis-à-vis des personnes qui n'en font pas partie, a sans doute des effets ambivalents concernant la question de l'accessibilité qui nous intéresse. On peut facilement imaginer qu'elle freine des personnes ou suscite du rejet pour qui ne veut pas s'impliquer, pour qui ne sait pas « comment ça marche » ou pour qui ne s'identifie pas à ce type de projet, à ce type d'endroit ou au type de profils sociaux qui semblent composer le groupe. D'un autre côté, la nécessité de s'engager, de s'organiser collectivement au quotidien pour « faire tourner le magasin », de participer au fonctionnement et aux décisions dans un groupe délimité où chaque membre a une voix, ont sans doute comme effet la constitution d'une communauté dont le fait d'être un membre est important sur le plan de la reconnaissance sociale, de la possibilité de rencontres, de l'intégration au quartier, et des synergies collectives qui peuvent en émaner. En offrant la possibilité de « tisser des liens » et de « participer », dans un lieu de consommation comme un supermarché où l'anonymat est habituellement la règle, nous pouvons faire l'hypothèse que la coopérative montre un signal d'ouverture sur le plan relationnel, et sur le plan du pouvoir d'agir, bien que cette ouverture exige une adhésion et une implication des membres. Cet aspect des modalités d'ouverture aux nouveaux membres potentiels, et plus largement de l'ouverture sur le quartier où la Caravane est installée, est une piste de recherche que je souhaite explorer, en faisant l'hypothèse que l'enjeu de l'accessibilité est non seulement conditionné par les caractéristiques évoquées plus tôt en

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber  
référence aux travaux de Dominique Paturel, mais aussi par le type de relations qu'entretiennent les coopérateurs.trices entre eux, avec les habitant.e.s, avec d'autres associations, commerces, institutions qu'iels côtoient dans leur environnement direct.

Quelles sont les relations d'interconnaissance, les processus d'apprentissage et « d'empowerment » présents à La Caravane ? (notamment entre des personnes qui ne font pas partie de la même classe sociale ou du même « milieu ») ? Ce type de structure coopérative, où les personnes sont à priori prises en compte au-delà de leur statut de consommateur.trice, permet-elle la mise en place d'une dynamique démocratique « par le bas », où les membres prennent de plus en plus goût et assurance à se positionner, à être concerné.e.s par la vie du groupe, par les directions qu'il prend, et plus largement cela encourage-t-il des appropriations nouvelles des enjeux socio-économique, agricole, environnementaux et de santé liés à l'alimentation ? Existe-t-il (ou à quel degré existe-t-il puisqu'il en existe toujours) une reproduction des rapports sociaux de domination présents dans la société dans l'organisation et le quotidien de La Caravane ? De quelle(s) manière(s) les inégalités et les violences inscrites dans les rapports de classe, de genre et de race influent-elles dans la participation différenciée des un.e.s et des autres ? Au-delà de la question de l'accessibilité, directement liée au phénomène d'exclusion, nous étudierons les modalités de répartition des tâches et des responsabilités, à la fois formelles et informelles. La division du travail, dans le cas d'une coopérative où la production et le « faire ensemble » sont centraux, sera un espace intéressant pour questionner ces dimensions des relations humaines. Il faudra aussi comprendre la manière dont est organisée la gouvernance, qui semble complexe au sein de La Caravane, où existent un conseil d'administration, un Bureau des membres, un comité de coordination ; ainsi que deux salariés.

La coopérative compte en effet un salarié en emploi aidé, qui y travaille depuis quelques mois, et une salariée en CDD de 3 mois recrutée dans le cadre du projet Vit'alim (de septembre à novembre). Ce projet est nouveau de cet été. La Caravane a été choisie parmi 15 associations pour participer au dispositif expérimental Vit'alim, porté par le département et plusieurs mairies de Seine Saint Denis, qui vise à favoriser l'accès à l'alimentation durable pour des ménages à faibles revenus. Ce dispositif, avec un budget de 2,3 millions d'euros, s'articule autour de deux axes : des chèques alimentaires de 50 euros par mois et par personne, distribués à 1 350 familles pendant 6 mois, avec une incitation à l'achat dans des enseignes « dédiées aux produits durables ou pour des achats de produits sains dans des commerces généralistes »<sup>9</sup>. Le deuxième axe concerne « l'accompagnement et la sensibilisation aux enjeux (santé et écologie) de l'alimentation durable », et se concrétise dans des cycles d'ateliers que La Caravane et d'autres associations ont pour mission de mettre en place. J'ai pensé dans un premier temps accorder une place centrale à l'observation de la mise en place de ce projet par La Caravane, en pensant qu'il serait intéressant d'étudier les effets d'un tel dispositif sur la fréquentation de l'épicerie. Mais j'ai appris dernièrement que les chèques alimentaires de 50 euros ne seraient utilisables que via une carte ticket restaurant, et que le matériel et les agréments dont disposent pour le moment La Caravane ne permettent pas de les accepter comme moyens de paiement. Etant donné que ce projet vient de commencer, et que les membres de la Caravane sont encore en train d'en comprendre les

---

<sup>9</sup> Présentation du projet consulté le 19/09/2024 sur le site d'Action contre la faim, organisation qui assure la coordination de Vit'alim en lien avec le département de la Seine Saint Denis

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

contours et d'imaginer les manières dont iels pourraient se l'approprier, je ne développerai pas ici de présentation plus poussée du dispositif Vit'alim, me laissant la possibilité de l'inclure dans mes observations au cours de la recherche.

### **Objectifs de la Recherche**

1. **Étudier le fonctionnement quotidien de "La Caravane"** : En utilisant l'observation participante comme méthode, analyser les outils et formes d'organisation permettant la participation des membres dans le quotidien de l'épicerie. Décrire la composition sociologique du groupe, les activités, les interactions entre les membres, la circulation des savoir-faire qui permettent de participer au travail collectif dans l'épicerie.
2. **Critères choisis et démocratie dans la sélection des produits** : Identifier les critères de sélection, les outils permettant aux coopérateurs de proposer de nouveaux produits, les espaces de décision concernant ceux qui sont présents dans le supermarché. Analyse des procédés démocratiques utilisés dans ces espaces de décision. Par exemple : que requiert l'adoption d'un nouveau produit : la proposition d'un membre suffit-elle, ou faut-il en passer par une discussion, un vote, ..? Y a-t-il des cas où la discussion se prolonge, par exemple en assemblée générale ? Qui participe à ces espaces de décision et qui n'y participe pas ?
3. **Tension entre prix abordables et agriculture durable** : Comprendre comment la coopérative arbitre entre des produits abordables, qui peuvent être issus de l'agriculture conventionnelle, de l'industrie agro-alimentaire, de l'importation, et ceux provenant de l'agriculture « locale » et « durable », dont les coûts de production sont globalement plus élevés que dans l'agriculture conventionnelle. Comment sont définis ces termes : « locale », « durable », « responsable », dans la coopérative ? Quelles lignes directrices sont fixées dans le projet politique et commercial de La Caravane ? Dans quelle mesure les relations avec les producteurs/fournisseurs influent sur ces choix ? Y a-t-il des négociations entre des adhérent.e.s ne partageant pas les mêmes normes de ce qui est « bon » (en matière de goût, de « bon pour la santé », « bon pour l'environnement », « bon selon des prescriptions religieuses ») ?
4. **Liens entre La Caravane et le quartier (antenne de quartier, Cité de l'espoir, associations du Bas et du haut Montreuil)** : Analyser comment "La Caravane" se situe dans le paysage urbain local, quelles relations existent avec le quartier. Comment les habitant.e.s, les associations, les commerces environnants, les services de la mairie perçoivent, s'impliquent, se relationnent à la Caravane ? Etudier par l'observation participante comment les adhérent.e.s de la Caravane s'approprient le projet Vit'alim : lors des ateliers de sensibilisation au mieux manger pour tous.tes et dans les autres dimensions de ce dispositif. Comment les potentiel.le.s usager.e.s du dispositif réagissent ?

### **Méthodologie**

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

## **Phase 1 : Analyse du Fonctionnement Quotidien**

### **1. Observations participantes :**

- o Participation aux activités quotidiennes de la coopérative en tant que membre adhérent (réception des livraisons, mise en rayon, tenue de la caisse avec d'autres coopérateurs, etc).
- o Participation aux réunions des différents groupes thématiques (groupe Animation, Partage, Proximité, Inclusivité ; groupe Achats ; Bureau des membres ; Conseil d'administration).

### **2. Entretiens semi-directifs :**

- o Avec des membres de la coopérative : entretiens à la fois avec des membres très impliqués faisant partie du CA et/ou de groupes thématiques, mais aussi avec des membres adhérents non impliqués dans ces groupes.
- o Avec les deux salariés de "La Caravane".

### **3. Analyse documentaire :**

- o Étude des documents internes de la coopérative (recherche d'archives, compte rendu de réunions, newsletter « La chouquette », documents de présentation de la coopérative et du projet Vit'alim, plateforme Odoo où les membres accèdent au planning des services, ainsi qu'à de nombreuses informations sur le fonctionnement de la Caravane, etc).

## **Phase 2 : Critères de sélection des produits**

### **1. Entretiens avec les membres actuels et d'anciens membres du groupe Achats :**

- o Identifier les critères de sélection des produits.
- o Comprendre les processus de légitimation de telles ou telles pratiques alimentaires et comportements de consommation
- o Comprendre les liens plus ou moins ténus des membres avec le monde de la production agricole
- o Comprendre les processus décisionnels.

### **2. Analyse des Critères :**

- o Étudier comment ces critères soutiennent une agriculture durable et respectueuse de l'environnement.
- o Étudier comment ces critères tiennent compte du prix – quel(s) seuil(s) sont utilisés comme références pour qualifier d'abordable tel ou tel produit ?
- o Analyser comment ces critères (et les contradictions qui peuvent subvenir entre ces critères) ont évolué au fil du temps

Célestin Bineau – 27 ans, Projet de mémoire en M2 Etudes Environnementales au sein de l'épicerie coopérative La Caravane (2024-2025)

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

- o Etudier les effets des contacts/conversations/rerelations avec les producteurs.trices sur ces critères
- o Comparaison avec d'autres supermarchés coopératifs, et avec des supermarchés non coopératifs

### **Phase 3 : Tension entre prix abordables et agriculture durable**

#### **1. Entretiens avec les coopérateurs :**

- o Recueillir les perceptions des membres sur l'équilibre entre prix et « durabilité ».

#### **2. Analyse des Politiques de Prix :**

- o Étudier les politiques de tarification et les stratégies pour maintenir des prix abordables.

### **Phase 5 (potentielle) Étude Ethnographique du Projet Vit'alim**

#### **1. Participation aux Activités Vit'alim :**

- o Suivi des ateliers
- o Participation aux réunions de coordination du projet.

#### **2. Entretiens avec les bénéficiaires et les animateurs :**

- o Recueillir les expériences et perceptions des bénéficiaires du projet (y compris de personnes rencontrées lors d'ateliers qui iraient faire leurs courses ailleurs qu'à la Caravane).

#### **3. Analyse des Résultats du Projet :**

- o Évaluer l'impact du projet sur l'accessibilité à une alimentation durable pour les ménages à faibles revenus.
- o Analyser avec les outils et concepts de l'anthropologie et de la sociologie de l'alimentation les rapports de classe, de genre et de race qui traversent ces espaces et la manière dont ils sont (in)visibilisés, discutés ou non, font l'objet ou non de déplacements dans l'appropriation du cadre et des objectifs posés par le dispositif.

### **Calendrier Prévisionnel**

#### **Période    Activités**

**Mois 1-2**    Revue de littérature, conception du cadre théorique / Observations participatives, entretiens préliminaires

**Mois 3-4**    Participation aux activités de la Caravane, dans et en dehors de l'épicerie ; entretiens

Célestin Bineau – 27 ans, Projet de mémoire en M2 Etudes Environnementales au sein de l'épicerie coopérative La Caravane (2024-2025)

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

**Période**    **Activités**

**Mois 5-6**    Analyse des critères de sélection des produits

**Mois 7-8**    Étude des politiques de prix, collecte de données

**Mois 9-10** Analyse des données, rédaction du mémoire

## Références

- Documentation interne de "La Caravane".
- Sites web et publications d'Action contre la Faim et du projet Vit'alim.

## Bibliographie

**Alban Ouahab.** *Contester et Consentir : la mise au travail des membres d'une organisation alternative : le cas d'un supermarché coopératif et participatif.* Gestion et management. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2019. Français. NNT : 2019PA01E044

**Baptiste Douillet,** *De l'accès à l'alimentation durable à la démocratie alimentaire,* 2016. Travail de revue de littérature sur l'accès à l'alimentation durable, réalisé à la FNCIVAM, dont la synthèse est parue dans le numéro de décembre 2016 de *Transrural initiatives*.

**Bénédicte Bonzi,** *La France qui a faim. Le don à l'épreuve des violences alimentaires,* Paris, Seuil, coll. « Anthropocène », 2023, 448 p., ISBN : 978-2-02-148083-2.

**Caillavet, F., Darmon, N., Létouille, F. & Nichéle, V., INSEE (2019).** *Four Decades of Household Food Purchases: Changes in Inequalities of Nutritional Quality in France, 1971-2010.* *Economie et Statistique / Economics and Statistics*, 513, 69–89. ht

**Claire Lamine,** *Les intermittents du bio. Pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergents.* 2008, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme et Versailles, Editions Quae, collection natures sociales.

**Clémence Nasr,** *Des coopératives de consommation aux circuits courts alimentaires : le local d'une époque à l'autre,* *Économie rurale*, 367 | 2019, 13-28.

**Clotilde Grassart,** « Les supermarchés coopératifs et participatifs, un modèle socio-productif émergent ? », *Revue de la régulation* [En ligne], 34 | 1er semestre | Spring 2023, mis en ligne le 10 juillet 2023, consulté le 29 septembre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/22518> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/regulation.22518>

**Chiffolleau, Y., Akermann, G., Paturel, D. & Noël, J. (2023).** *Des circuits courts à la sécurité sociale de l'alimentation : économies concrètes et récit politique pour la solidarité alimentaire.* *Lien social et Politiques*, (90), 310–329. <https://doi.org/10.7202/1105099ar>

Célestin Bineau – 27 ans, Projet de mémoire en M2 Etudes Environnementales au sein de l'épicerie coopérative La Caravane (2024-2025)

Sous la direction de Tristan Fournier et d'Héloïse Ferber

**Dominique Paturel, Aurélie Carimentrand.** *Un modèle associatif de circuits courts de proximité pour les épiceries sociales et solidaires : vers une démocratie alimentaire ?* RIODD 2016, Jul 2016, Saint- Étienne, France. 10.3917/ror.131.0043. hal-01349973

**Dominique Paturel,** *Démocratie Alimentaire et Accès à l'alimentation durable des familles à petits budgets*, 2018, rapport intermédiaire d'une enquête dans le cadre du programme « Accessible » mené par l'INRAE.

**L'Atelier Paysan,** *Reprendre la terre aux machines. Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire*, Paris : Le Seuil, coll. « Anthropocène », 2021, 288 p.

**Jean Baptiste Comby,** 2024 « *Ecolos, mais pas trop... Les classes sociales face à l'enjeu environnemental* », Raisons d'agir, 128 p.

**Patrick Mundler,** « *Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix dans sept AMAP de la Région Rhône-Alpes* », *Économie rurale* [En ligne], 336 | juillet-août 2013.

**Simon Cottin-Marx et Baptiste Mylondo,** « *Travailler sans patron* », 2024, Gallimard.